

/ RISQUE DE BLACKOUT EN BELGIQUE CET HIVER

DEMAIN LA FRANCE ?

octobre 2014

RTE TRAVAILLE ACTUELLEMENT AVEC ELIA, SON HOMOLOGUE BELGE, POUR AUGMENTER LES CAPACITÉS D'EXPORTATION DE COURANT VERS LA BELGIQUE CET HIVER, DANS LE CAS D'UNE PÉNURIE D'ÉLECTRICITÉ PRÉVUE PAR CETTE DERNIÈRE.

En effet la Belgique fait notamment face à l'arrêt de plusieurs réacteurs nucléaires. Le gestionnaire du réseau de transport belge évoque une situation potentiellement critique qui fait craindre une pénurie cet hiver. Il envisage en dernière extrémité des délestages de courant, qui priveraient ainsi d'électricité des pans entiers du territoire belge.

RTE met en place une mesure exceptionnelle, comptant sur la baisse des températures et un vent soutenu pour limiter l'échauffement des câbles. Le suivi de cette situation, au plus proche du temps réel, permettra ainsi d'augmenter la charge supportée des lignes de courant. Dans tous les cas, l'opération devra respecter les limitations techniques du réseau français afin d'éviter tout risque sur la sécurité des personnes, des biens et sur la sûreté du réseau.

Cette situation met en question la politique énergétique belge : ainsi, le nouvel administrateur de la fédération de l'industrie technologique belge (Agoria), Marc LAMBOTTE, a déclaré à la presse : « *Que la Belgique soit obligée de recourir à des pratiques en vigueur dans des pays du tiers-monde, c'est inacceptable* ».

Face à ce constat décrié par les responsables belges, il est vital de se poser les questions suivantes :

- Qu'est-ce qui a pu amener la Belgique à devoir faire face à de telles pénuries ?
- Suite aux alertes de RTE (le manque de 2000 MW de capacité de production) pour l'hiver 2016-2017, devons-nous nous résigner à être dans une situation bientôt identique pour des parties du territoire français ?
- Si aujourd'hui la France peut se porter au secours de la Belgique, **qui aidera la France demain en cas de pénurie de courant ?**

L'exemple de la Belgique et les scénarii sur lesquels se fonde RTE illustrent l'absurdité des politiques européennes et françaises en matière d'électricité. Ce qui est aujourd'hui valable en Belgique sera malheureusement valable en France demain, les mêmes causes donnant toujours les mêmes effets.

FO Énergie et Mines alerte les élus sur les risques que la politique européenne de déréglementation, ainsi que la loi de transition énergétique si elle reste en l'état, font courir à la sécurité d'approvisionnement des Français, sans parler des conséquences sur les emplois et le tissu industriel national.

AVANÇONS
sur l'essentiel
PROTEGEONS
l'indispensable

